

4-5 DÉCEMBRE 2024 – RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ÉMIRAT DE DUBAÏ - BOD/2024/12 DOC 03 – POUR INFORMATION

PRÉVISIONS FINANCIÈRES

N.B : Conformément à la Politique de transparence du GPE, les documents ne sont rendus publics qu'après avoir été évalués par l'instance de gouvernance compétente. Les responsables de la gouvernance sont autorisés à les distribuer à leurs groupes constitutifs à des fins de consultation, sauf s'il s'agit de documents confidentiels.

Questions principales à examiner :

- Lors de la réunion d'octobre du Comité des finances et du risque (FRC), le Secrétariat a répondu aux questions pour fournir des éclaircissements supplémentaires sur les chiffres, y compris sur le fonds à effet multiplicateur et l'Accélérateur pour l'éducation des filles. Le Comité a noté que les niveaux de décaissement étaient élevés en 2024 et devraient rester élevés jusqu'à la mi-2026. Au-delà, cela dépendrait du succès de la prochaine reconstitution. Les membres du Comité ont noté que les soldes de trésorerie diminuaient à mesure que les décaissements augmentaient, mais ils ont néanmoins exprimé leurs préoccupations quant au niveau élevé des soldes de trésorerie.

Objectif

1. Le présent document a pour objet de présenter au Conseil la situation financière actualisée du Fonds du GPE.

Contexte

2. Depuis la dernière réunion du Conseil qui s'est tenue en juin 2024, la situation financière globale du Fonds du GPE est restée relativement stable avec des améliorations mineures des taux de change et certains mouvements dans les annonces de contribution des bailleurs de fonds, tant positifs que négatifs, qui ont un effet de compensation. Aucune décision sur une réallocation des ressources n'est donc justifiée à ce stade.
3. Bien que les risques liés à la mobilisation des ressources demeurent élevés, deux bailleurs, le Japon et l'Espagne, ont annoncé apporter un complément à leur annonce initiale de contribution, tandis que la contribution annuelle des États-Unis a été maintenue au niveau actuel. Un bailleur (la Suisse) a annoncé officiellement une légère réduction de sa contribution globale. Cette information a été prise en compte dans les prévisions.
4. Alors que nous approchons de la fin de la période de financement actuelle, le risque persiste que certains bailleurs de fonds puissent reporter une partie de leurs contributions prévues de 2025 à 2026 et après. Le risque d'illiquidité peut s'en trouver accru en 2026, avec des réserves de trésorerie en baisse au moment

où les décaissements continuent d'augmenter. L'impact que cette approche pourrait avoir sur les nouvelles promesses de contributions des bailleurs pour la période de financement 2026-2030 pourrait susciter également des inquiétudes. Il sera important de démontrer en permanence l'existence d'un besoin en maintenant des niveaux élevés d'approbations et de décaissements afin de continuer de convaincre de verser en temps voulu les contributions annoncées non réglées.

5. La volatilité des taux de change présente encore un risque. Cependant, alors que le montant des contributions non encore versées exposées à ce risque continue de diminuer, son effet potentiel faiblit. En outre, le pilote de gestion des opérations de change précédemment approuvé par le Conseil [en juin 2023](#) est désormais opérationnel, et la protection contre le risque de change est maintenant en place pour six contributions totalisant 116 millions de dollars.
6. Le niveau des liquidités continue de diminuer en se rapprochant de la fourchette optimale définie par les montants requis pour financer les décaissements sur une période de douze à quinze mois et devrait continuer de reculer en s'approchant de la limite inférieure de la fourchette d'ici au milieu de 2025. Les décaissements ont sensiblement augmenté au cours de la période de douze mois s'achevant à la fin juin 2024 (exercice 24) pour atteindre plus de 1 milliard de dollars, ce qui a également permis de ramener les dépenses de fonctionnement à 5,6 % du total des décaissements durant cette période, contre 9 % durant l'exercice 23. Sur une base cumulée pour le GPE 2025, le taux est de 6,9 %, inférieur au plafond cible de 7 %.
7. Alors que l'on s'attend à ce que de hauts niveaux de financements soient approuvés, et que le portefeuille de financements en cours augmente, les décaissements devraient rester élevés, et le niveau des liquidités va continuer de diminuer. Une nouvelle reconstitution des ressources sera nécessaire au premier semestre 2026 afin de disposer de liquidités suffisantes pour couvrir les décaissements prévus et de donner une prévisibilité quant au niveau des nouvelles allocations de financement durant la période 2026-2030.
8. Alors qu'on ne dispose d'aucun fonds supplémentaire à réaffecter à ce stade, les collectes de fonds vont se poursuivre afin de tenter de mobiliser des ressources pour satisfaire la demande non satisfaite au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles et du fonds à effet multiplicateur. L'Espagne, tout comme le Royaume-Uni, a réaffecté une partie de sa promesse de contribution qui respecte les critères des contributions ciblées à l'Accélérateur de l'éducation des filles, ainsi que le Conseil en a donné la possibilité [en juin 2024](#). Ceci n'aura aucun effet sur la disponibilité globale des fonds pour l'Accélérateur de l'éducation des

filles, mais réduit les ressources qui doivent provenir des contributions principales.

9. Le sous-compte pour la Cisjordanie et Gaza du Fonds du GPE a également reçu des annonces de contributions de plusieurs bailleurs (Irlande, Norvège, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni) qui devaient être désormais suffisantes pour couvrir les allocations de financement admissibles dans le cadre du GPE 2025. Une manifestation d'intérêt visant à débloquer 5 millions de dollars du fonds à effet multiplicateur en faveur de la Cisjordanie et de Gaza a été approuvée avec un cofinancement de contrepartie d'une fondation privée. Des efforts sont déployés pour obtenir le cofinancement nécessaire afin de débloquer les 10 millions de dollars restants disponibles auprès du fonds multiplicateur.

Annexe A – Tableaux financiers

On trouvera l'annexe suivante sur le Portail de la gouvernance :

Annexe B – Détails sur les allocations de financement, les approbations et les soldes par pays (disponible seulement en anglais)

Annexe A – Tableaux financiers

Tableau 1A – Prévisions des actifs disponibles aux fins d'allocation (tous les chiffres sont en millions d'USD, au 1^{er} septembre 2024)		
Solde d'ouverture	1 379,6	Solde de trésorerie du Fonds du GPE
Solde des contributions annoncées par les bailleurs	1 400,3	Valeur des contributions non réglées par les bailleurs (base USD)
Contributions supplémentaires des bailleurs – projections	96,3	Ce chiffre comprend le montant prévu des contributions des bailleurs qui n'ont pas pu s'engager pour toute la période, mais qui ont l'intention de le faire
Rendement des placements – projections	70,0	Montant estimé des futurs rendements d'investissement du Fonds du GPE
A) Total des ressources disponibles	2 946,2	
Décaissements au titre des allocations approuvées	(1 688,8)	Fonds à décaisser aux agents partenaires au titre des allocations approuvées
Solde des manifestations d'intérêt exprimées au titre du fonds à effet multiplicateur	(403,7)	Allocations indicatives devant être converties en financements du GPE ou en fonds de réserve
Provision au titre des financements pour la transformation du système	(1 940,7)	Provision pour les financements pour la transformation du système restants à approuver
Fonds à effet multiplicateur	(40,0)	Montant disponible pour les nouvelles allocations maximales par pays au titre du fonds à effet multiplicateur pour la Cisjordanie et Gaza, et ACG SmartEd.
Accélérateur de l'éducation des filles	(98,8)	Montant à recevoir des allocations indicatives au titre de l'accélérateur de l'éducation des filles dont le financement est obtenu
Financements pour la préparation de programmes	(4,7)	Solde des financements pour la préparation de programmes aux fins de la 4 ^e campagne de reconstitution des ressources
Financements pour le renforcement des capacités du système	(168,1)	Solde des allocations maximales par pays au titre des financements pour le renforcement des capacités du système aux fins de la 4 ^e campagne de reconstitution des ressources
Provision au titre des capacités stratégiques	(28,6)	Solde de l'enveloppe des initiatives d'assistance technique en attente de l'approbation des financements
Provision au titre des commissions des agents partenaires	(82,5)	Montant estimé des commissions des agents partenaires sur les futures allocations de financements
Provision au titre des dépenses de fonctionnement (OPEX)	(50,0)	Montant établi sur la base des hypothèses retenues par le Secrétariat pour les dépenses de fonctionnement du reste de l'exercice 25 et de 50 % des dépenses de l'exercice 26
Provision au titre du budget fiduciaire	(2,8)	Montant établi sur la base des hypothèses d'augmentation des soldes du Fonds du GPE et des budgets antérieurs
Provision au titre du recouvrement des coûts indirects de la Banque mondiale	(10,2)	Majoration de 20,48% (taux communiqué par la Banque mondiale) des dépenses de fonctionnement prévues du Secrétariat
Ajustement du montant des financements pour la transformation du système	375,0	L'ajustement permet de prendre en compte le fait que tous les financements peuvent ne pas être approuvés et, s'ils le sont, peuvent ne pas être décaissés.

B) Montant total à mettre en réserve	(4 143,8)	
C) Report autorisé devant être financé sur les fonds de la prochaine période de financement	1 200,0	<i>Montant qui devra être financé durant la période 2026-2030 au moyen des contributions futures</i>
(A+B+C) Excédent (déficit) prévu	2,4	

Tableau 1B – Accélérateur de l'éducation des filles	
Bailleur	Millions d'USD
Belgique	2,5
Irlande	12,0
Allemagne	120,0
OSF	1,0
Dubaï Cares	1,25
Fondation Harry Hole	1,5
Fondation Lego	15,0
Danemark	7,5
Royaume-Uni	40,8
Espagne	3,3
Financements de contrepartie des contributions des fondations privées/du secteur privé ¹	18,75
Montant total des fonds disponibles	223,63
Pays partenaires	
Congo, Rép. dém. du	(25,0)
El Salvador	(5,0)
Somalie (fédéral)	(18,76)
Somalie (Somaliland)	(6,24)
Zimbabwe	(12,4)
Côte d'Ivoire	(22,5)
Sao Tomé-et-Principe	(1,3)
Éthiopie	(25,0)
République centrafricaine	(10,0)
Montant total des financements approuvés	(126,1)
Bénin	(12,9)
Tchad	(25,0)
Niger	(25,0)
Érythrée	(5,91)
Guinée	(10,0)
Soudan du Sud	(10,0)
Mozambique	(10,0)
Montant total des allocations indicatives établi sur la base des paramètres stratégiques approuvés	(98,8)

¹ Des fonds de contrepartie sont disponibles au titre des contributions des entreprises et des fondations privées à l'Accélérateur de l'éducation des filles – les fonds de contrepartie proviennent de l'enveloppe globale du fonds à effet multiplicateur et, à ce titre, dépendent des ressources dont dispose le Fonds.

Déficit de financement à couvrir par des contributions principales conformément à la décision du Conseil de juin	(1,25)
Pays dont les paramètres stratégiques ont été approuvés ou devraient l'être pour l'Accélérateur de l'éducation des filles mais actuellement non financés : Pakistan, Cameroun, Mali, Yémen, PNG, Afghanistan, RDP Lao, Nigéria, Togo, Comores, Îles Marshall.	86,205
Écart de financement actuel	86,205

Tableau 2 (A/B) – AVOIRS – PRÉVISIONS

Tableau 2A – PRÉVISIONS DES LIQUIDITÉS						
<i>Montants en millions d'USD</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029
A. Solde d'ouverture (au 1^{er} septembre 2024)	1 379,6	1094,9	871,2	193,2	(487,9)	(859,1)
B. Entrées	103,8	797,6	423,5	160,8	55,4	0,0
C. Sorties	(388,5)	(1 021,4)	(1 101,6)	(841,9)	(426,5)	(300,9)
D. Solde de clôture au 31 décembre (A + B – C)	1 094,9	871,2	193,2	(487,9)	(859,1)	(1 159,9)

Contrairement au tableau 1 dont les données servent à calculer le montant total des ressources disponibles pour allocation, ce tableau indique les projections des montants qui seront versés au Fonds du GPE (c'est-à-dire essentiellement les contributions des bailleurs) et des montants qui en sortiront (c'est-à-dire essentiellement les décaissements au titre des financements), et les effets de ces mouvements sur le niveau des liquidités. Le GPE s'efforce de garder un solde pouvant couvrir 9 à 12 mois de décaissements. Les projections devraient rester dans cette fourchette jusqu'à la fin de l'année 2025. Pour une représentation graphique, se reporter au graphe 1 ci-dessous.

Tableau 2B – AVOIRS NON ENGAGÉS – PRÉVISIONS						
<i>Montants en millions d'USD</i>	2024	2025	2026	2027	2028	2029
A. Solde d'ouverture non engagé (au 1^{er} sept. 2024)	960,1	644,9	834,7	167,2	(482,5)	(837,9)
B. Entrées de fonds	103,8	797,6	423,5	160,8	55,4	0,0
C. Montant estimé des engagements	(419,0)	(607,9)	(1 091,0)	(810,5)	(410,9)	(321,5)
D. Fonds disponibles pour engagement (A + B – C)	644,9	834,7	167,2	(482,5)	(837,9)	(1 159,4)

Bien qu'un financement puisse être approuvé pour une période d'exécution de trois, quatre ou cinq ans, les fonds ne sont engagés (affectés à l'agent partenaire si les ressources requises sont disponibles) que sur une base annuelle. Les financements ne pouvant être engagés que si le Fonds du GPE dispose des montants nécessaires, il est important de connaître le montant des actifs non engagés pour déterminer la capacité du GPE à approuver des financements et à mettre des ressources à la disposition des agents partenaires. Le montant des ressources du Fonds du GPE augmente par suite du versement des engagements des bailleurs, mais les montants disponibles diminuent au fur et à mesure que des financements sont approuvés puis engagés sur une base annuelle. Selon les prévisions actuelles, le GPE aura épuisé sa capacité d'engagement en 2026, ce qui signifie que les programmes en cours pourraient devoir être suspendus. Sachant que des pressions peuvent s'exercer sur les montants non engagés, il est très important que les bailleurs versent leur contribution selon le calendrier établi. Il importe également de noter qu'une campagne de reconstitution des ressources devrait permettre de financer les activités pour la période 2026-30.

Tableau 3 – Contributions des bailleurs et sorties de fonds¹

QUATRIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES (millions)		Contribution annoncée (monnaie nationale)	Versée au 1 ^{er} sept. 2024	Solde à verser au 1 ^{er} sept. 2024	Total au 1 ^{er} sept. 2024
Bailleur	Monnaie	Contribution annoncée	Valeur en USD	Valeur en USD	Valeur en USD
Australie	AUD	180,0	98,1	25,8	123,9
Belgique	EUR	28,0	23,0	7,2	30,2
Canada	CAD	300,0	179,6	44,5	224,1
Danemark	DKK	1 050,0	80,5	74,3	154,7
Dubaï Cares	USD	2,5	0,0	2,5	2,5
Estonie	USD	1,0	0,8	0,2	1,0
Union européenne	EUR	700,0	450,6	302,5	753,1
Finlande	EUR	25,0	29,2	0,0	29,2
France	EUR	333,0	267,0	97,0	364,0
Allemagne	EUR	330,0	222,3	138,5	360,8
Fondation Harry Hole	USD	1,5	0,3	1,2	1,5
Irlande	EUR	60,0	52,9	13,3	66,2
Italie	EUR	25,0	22,1	5,5	27,6
Japon	USD	24,7	24,7	0,0	24,7
Koweït	USD	30,0	0,0	30,0	30,0
LEGO	USD	38,0	38,0	0,0	38,0
Luxembourg	EUR	2,5	2,2	0,6	2,8
Pays-Bas	USD	59,2	59,2	0,0	59,2
Norvège	NOK	1 850,0	162,2	26,7	188,9
Open Society Foundations	USD	1,0	1,0	0,0	1,0
République de Corée	USD	15,8	8,3	7,5	15,8
Arabie saoudite	USD	38,0	38,0	0,0	38,0
Espagne	EUR	25,0	5,7	21,9	27,6
État du Qatar (par l'intermédiaire de la fondation EAA)	USD	20,0	0,0	20,0	20,0
Suède	SEK	1 200,0	76,5	44,5	121,0
Suisse	CHF	47,0	42,9	8,6	51,6
Émirats arabes unis	USD	100,0	60,0	40,0	100,0
Royaume-Uni	GBP	430,0	74,9	487,4	562,2
États-Unis d'Amérique	USD	480,0	480,0	0,0	480,0
Total			2 500,1	1 399,6	3 899,7
Solde des contributions annoncées pour la 3 ^e reconstitution des ressources				0,8	0,8
Total des contributions annoncées par les bailleurs				1 400,3	3 900,4

Tableau 4A – Informations relatives au portefeuille de financements en cours au 1^{er} septembre 2024 (en millions de dollars)

Montant total des financements approuvés et en cours	4 337,9
Montant total des décaissements effectués à partir du Fonds du GPE	2 649,1
Montant à décaisser au titre de financements à partir du Fonds du GPE	1 688,8

Tableau 4B – Informations relatives au portefeuille de financements en cours au 1^{er} septembre 2024 (en millions de dollars)

Agent partenaire	Montant des financements approuvés et en cours	Montant des décaissements	Montant à décaisser
BAsD	15,0	10,1	4,9
AFD	435,7	294,6	141,1
CAMFED	12,4	10,8	1,6
CARE	18,8	7,2	11,6
BID	29,0	7,2	21,8
CRDI	153,5	94,6	58,9
	15,2	-	15,2
BIsD	91,6	12,9	78,7
OECD	10,0	7,2	2,8
OXFAM	133,3	92,2	41,0
Save the Children Australie	17,1	15,7	1,4
Save the Children Italie	2,6	0,9	1,7
Save the Children Norvège	10,0	10,0	-
Save the Children Royaume-Uni	75,5	16,6	58,9
Save The Children États-Unis	168,4	123,4	45,0
ASDI	239,1	199,8	39,3
UNESCO	143,3	87,6	55,6
UNICEF	1 023,3	713,6	309,7
Banque mondiale	1 744,3	944,5	799,8
Total	4 337,9	2 649,1	1 688,8

Solde de trésorerie (en millions d'USD) sur la base des estimations

Ce graphique ne prend pas en compte l'effet sur les approbations, les décaissements ou le niveau des liquidités de toute nouvelle promesse de contribution des bailleurs de fonds pour la période 2026-2030. Par conséquent:
 Les approbations diminuent en 2026 alors que l'ensemble des financements au titre du GPE2025 sont approuvés d'ici la fin de 2025.
 Les décaissements se poursuivent après 2025 alors que les financements ont une durée moyenne de 4-5 ans.
 Le niveau des liquidités devient négatif sans nouvelles contributions des bailleurs à partir de 2026.

